

Compte-rendu de l'étape Isère du Tour de France des ODD



Les 1^{er} et 2 avril s'est tenue l'étape Isère du Tour de France des Objectifs de développement durable (ODD) organisée par le Comité 21 et ses partenaires locaux, Grenoble Alpes Métropole et la ville de Grenoble. En ligne, cet événement s'inscrit dans le contexte de la troisième édition de la Biennale des villes en transitions pilotée par la Ville de Grenoble qui a rassemblé une centaine de participants autour des enjeux du développement durable.

Cette étape a débuté le jeudi 1^{er} avril au matin par une session d'ouverture avec le jeu « Faire ensemble 2030 » de la Fonda. Ce jeu d'apprentissage vise à sensibiliser les joueurs aux ODD onusiens et à susciter des réflexes coopératifs. Il repose sur une dynamique de résolution de défis en équipe. Dans la restitution qui en a été faite, il ressort que les acteurs réunis autour du jeu ont construit en moins d'une heure plusieurs projets se complétant mutuellement et cette découverte fût très appréciée par les participants. L'intérêt suscité par cette animation s'est ressentie puisque plusieurs sessions ont été organisées durant ces deux jours d'étape. La Métropole de Grenoble et son service « relations avec le monde associatif », en charge de promouvoir ce jeu au sein de la collectivité souhaite prolonger son partenariat avec la Fonda afin de faire connaître cette animation aux acteurs associatifs locaux. Le jeu « Faire ensemble 2030 » serait ainsi un excellent levier d'action pour agir conjointement et envisager de nombreux projets. La dynamique enclenchée est donc vouée à se poursuivre sur les prochaines années.

Une séance d'ouverture institutionnelle a, ensuite, été introduite par le Comité 21 et sa présidente Bettina Laville qui a rappelé les enjeux du Tour de France des ODD et de cette étape malgré sa tenue en distancielle. Ces propos ont été appuyé par Eric Piolle, maire de Grenoble et invité d'honneur de cette séquence. Nous sommes dans un temps singulier où il est nécessaire de poursuivre des réflexions et de promouvoir des dynamiques territoriales. L'Agenda 2030 et les ODD sont un très bon moyen de développer les coopérations et de fédérer les acteurs locaux autour d'enjeux communs. Cette étape s'inscrit dans la lignée des ODD puisque la ville de Grenoble a été sélectionnée par la Commission européenne pour être Capitale verte européenne en 2022 dans l'objectif de promouvoir des métropoles durables. Ce choix de la Commission européenne s'établit selon plusieurs critères qui rejoignent les 17 ODD comme la gouvernance, la lutte contre le dérèglement climatique ou encore la protection des ressources naturelles. Les ODD sont ainsi un langage commun qui permet d'avancer ensemble et d'initier des coopérations internationales. Alain Berlioz-Curlet, président de l'association Resacoop, spécialisé dans la coopération décentralisée a appuyé cette idée en précisant que les ODD ont une certaine envergure qui nécessite une autre pratique de travail. A titre d'exemple, les pratiques de travail au sein de son association ont évolué pour tenir compte de ces objectifs et une feuille de route à l'internationale a été fabriquée.

Le domaine de l'enseignement supérieur est également concerné par ces prérogatives. Localement, Grenoble Ecole de Management agit concrètement auprès des étudiants sur différents enjeux autour du bien-être, du changement climatique et d'autres thématiques du développement durable. La prise en compte de ces enjeux par les universités contribue au bien-être de notre société. L'engagement de GEM se poursuit aussi depuis que l'école est devenue une société à mission (issue de la loi PACTE),

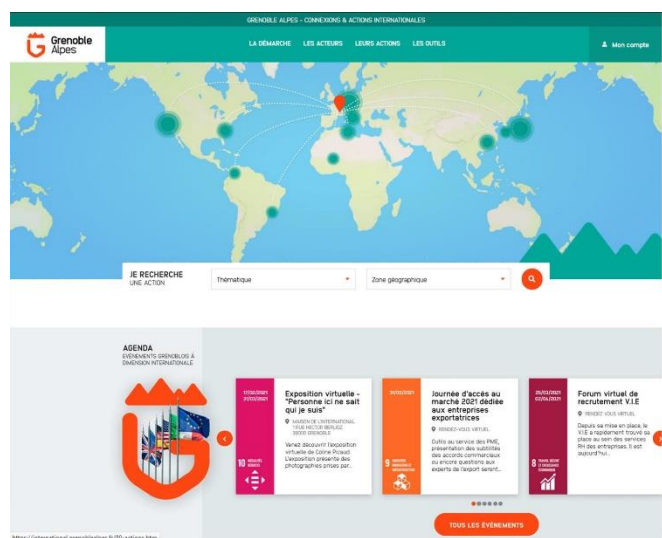
GEM se fixe une nouvelle contrainte positive en impulsant de grandes orientations sociétales et environnementales. Selon son Président, être piloté par les ODD est primordial et permet de passer toutes les activités éducatives « au tamis » de ces objectifs. C'est également le moyen d'orienter les étudiants dans les choix qu'ils auront à faire pour demain.

Dans un second temps introductif Sarah Schönfeld, directrice du Comité 21, a présenté les grands enjeux des ODD. De leur genèse à l'appropriation française, l'historique de ces objectifs a permis aux participants de prendre pleinement connaissance du sujet de ces deux demi-journées. Un rapport d'actualité a aussi été formulé autour de la crise sanitaire et de la mise à mal qu'elle engendre sur les politiques de développement durable. Les ODD sont donc sur la bonne voie, mais les ralentissements actuels auront des conséquences inévitables. Comment les acteurs se sont-ils emparés localement les ODD ? Et comment les font-ils évoluer à travers la crise sanitaire que nous connaissons ?

1) Une nouvelle rencontre placée sous le signe de la coopération internationale

Le Tour de France des ODD a pour ambition de faire comprendre que l'Agenda 2030 est, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un cadre politique partagé par tous les pays du monde, quel que soit leur niveau de développement, rappelant que nous sommes tous des pays en voie de développement durable. Il invite à identifier les 17 défis majeurs à relever, autour de l'Agenda 2030, identifier comment les territoires et les organisations peuvent passer concrètement à l'action et enfin permettre l'émergence de partenariats et ainsi fédérer autour d'enjeux communs. C'est la raison pour laquelle, il a été décidé de consacrer une table ronde entière à la coopération internationale et les ODD. Deux métropoles asiatiques sont intervenues via des enregistrements diffusés durant l'événement. Toyota au Japon et Taoyuan à Taiwan entretiennent toutes deux des rapports étroits avec la métropole de Grenoble grâce à des partenariats sur les biotechnologies, la médecine ou encore l'industrie durable. Aussi, le maire de Taoyuan s'est engagé très tôt pour les ODD et s'est porté volontaire pour être membre du dispositif de suivi de déploiement des ODD de l'ONU. Un engagement qui se poursuit au sein de la population grâce à une appropriation de ces questions par tous les acteurs locaux. Toyota est un partenaire avec qui la métropole de Grenoble échange très régulièrement sur du partage d'expérience dans le domaine des politiques environnementales innovantes.

Par ailleurs, cette table ronde a aussi été l'occasion pour Grenoble Alpes Métropole de promouvoir un nouvel outil déployé sur le territoire. Il s'agit d'une plateforme de mise en relation entre acteurs internationaux et grenoblois (cf. image ci-après). Celle-ci propose une grille de lecture commune autour des ODD qui est fort intéressante.



Tenerdis pôle de compétitivité spécialisé dans la transition énergétique pour la Région Auvergne Rhône Alpes a ensuite fait part d'une de ses collaborations menée à l'international grâce à son Club Afrique. Celle-ci vise à développer l'accès à l'énergie sur tout le continent répondant ainsi à l'ODD 7 et l'ODD 17 en mutualisation des actions dans le but de mener des projets entre Etats africains. D'autres organisations autour de la table appartiennent également à ce club Afrique, contributeur local aux ODD. Auvergne Rhône Alpes Entreprises, association à but non lucratif et Agence Economique Régionale qui agit également dans le domaine de la coopération internationale en lien avec son secteur d'activité industriel. Son engagement sur la scène internationale se manifeste par son appartenance au réseau Enterprise Europe Network, spécialisé dans l'innovation et l'internationalisation des entreprises en favorisant les partenariats.

Enfin, l'Atelier portant sur les ODD, un vecteur d'innovation pour les entreprises et les ONG a rappelé l'importance d'alliances entre tous les acteurs économiques. En effet, ce groupement de compétences est une force supplémentaire pour proposer des solutions durables et alternatives. Le partenariat entre l'ONG Pot@mai et Aquaphile est une illustration de ces collaborations qui répond totalement aux cibles de l'ODD 17. La cité de la solidarité internationale grâce à son projet « Coexist » a donc développé ce partenariat entre une ONG et une entreprise issue du secteur de l'innovation et des énergies renouvelables pour coopérer sur un projet d'éolienne en République Démocratique du Congo. L'électricité produite permet aujourd'hui d'alimenter un centre de santé, des locaux contenant une chaîne de froid et offre ainsi un meilleur accès aux moyens de communication. Pot@mai ayant une connaissance fine du contexte locale économique et social, Aquaphile a pu adapter son innovation aux particularismes de la Région.

Ainsi, cet atelier et l'ensemble de cette étape ont mis en exergue l'importance des partenaires entre les territoires à l'international mais elle a aussi pointé du doigt les coopérations possibles au sein d'un même territoire.

2) Deux demi-journées ponctuées par des témoignages autour de projets locaux engagés

L'étape iséroise a tenté de balayer largement les enjeux du territoire tout en valorisant les projets déjà mis en œuvre à l'aune des ODD. Ces derniers s'inscrivent dans un large référentiel qui permet de structurer une réflexion globale intégrant tous ces enjeux et considérer les particularismes locaux permet de les décliner au mieux. C'est pourquoi les tables rondes et ateliers proposés lors de cette étape ont tenté de mettre en lumière cette territorialisation des ODD en exposant les projets et initiatives locales.

En premier lieu, un Atelier portant sur les ODD et la solidarité a été l'occasion d'évoquer l'accueil des migrants dans une métropole comme Grenoble. Le comité de réfugiés fait donc partie d'un ensemble d'institutions universitaires à Grenoble et s'inscrit ainsi pleinement dans le cadre de l'ODD 4, "Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité" mais également dans le cadre de l'ODD 10, "Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre". De plus, un bureau accueil pour migrants au sein de l'Université Grenoble Alpes accueille de nombreuses personnes en exil. Ce bureau est en contact avec la ville qui mène elle aussi des actions solidaires et s'engage dans les échanges de service public.

En 2015, Grenoble Ecole de Management a également répondu à l'appel du ministère pour mettre en place des actions à travers son Refugee Grant Program, un programme francophone ou anglophone qui accueille entre 5 et 10 étudiants réfugiés, déjà qualifiés. La métropole de Grenoble ayant adhéré à un réseau de villes solidaires poursuit progressivement son engagement. En 2019, la métropole a notamment signé un programme de contractualisation avec l'Etat jusqu'à 2022 qui se décline en 2 programmes d'action :

- Le programme CTAIR : un contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés.
- Le programme RISING : métropole lauréate de l'appel à projet « intégration professionnelle des réfugiés » du ministère du travail et de la banque des territoires (actions en faveur de l'emploi des réfugiés).

Durant cet atelier, il est apparu toutefois que ces mesures d'actions sociales et solidaires peuvent encore être améliorées, mesures urgentes autour de la reconnaissance des diplômés, des aides au logement spécifiques, sensibiliser les citoyens sur leur rôle à jouer...

L'information, la sensibilisation et la participation aux ODD ont également été appuyées lors d'un atelier dédié à ces questions. Celui-ci a débuté par une présentation du projet « Frame Voice Report » coordonné par Resacoop, structure de la coopération internationale qui s'est fixée comme objectif de renforcer l'engagement du grand public pour les ODD mais également de renforcer les compétences et les capacités des structures qui mènent d'ores et déjà des actions sur les ODD.

Afin de promouvoir l'engagement et la participation au développement durable, Grenoble Alpes Métropole a choisi de mettre en avant son projet de Convention Citoyenne pour le Climat à l'image de celle organisée au niveau national par le gouvernement. En effet, Grenoble est un territoire où les questions des transitions environnementales et de participation citoyenne sont des marqueurs. Historiquement, le département de l'Isère a connu plusieurs révolutions et mouvements de résistances durant lesquels la place des citoyens s'est affirmée. De plus, pour atteindre les objectifs climatiques fixés par l'Accord de Paris, les collectivités territoriales doivent inciter les citoyens à s'engager. Cette convention citoyenne se décline ainsi en trois temps : formation sur les enjeux, investigation complémentaire d'information et délibération collective. Cette initiative porteuse doit être un exemple pour les autres villes et métropoles françaises.

Au sein de Grenoble École de Management, l'engagement sur les ODD et la transition vers des pratiques de plus en plus soutenables et responsables date de plusieurs années auprès de l'ONU et du Global Compact (2007). Ainsi, pour faire valoir leur engagement, les acteurs peuvent s'appuyer sur des outils comme le « sullitest » (un outil de mesure et de suivi des Objectifs de Développement Durable). Cette plateforme à distance permet de sensibiliser aux ODD surtout des publics jeunes type collégiens et lycéens. Une excellente façon pour eux d'en apprendre davantage sur ces objectifs mais également sur des thématiques en particulier en ayant la possibilité de s'évaluer in fine.

3) La déclinaison de l'Agenda 2030 au sein du tissu économique local

La performance environnementale dans le milieu industriel est primordiale aujourd'hui en termes de plus-value apportée à l'entreprise. Un Atelier s'est ainsi consacré aux ODD comme outil pour le déploiement industriel durable. Auvergne Rhône-Alpes Entreprises, qui accompagne les acteurs du domaine de l'énergie et de l'économie circulaire dans leurs démarches, a mis en avant les richesses du territoire sur les dispositifs innovants qui y sont mis en œuvre. En effet, il existe plusieurs moyens d'établir un diagnostic environnemental à destination des entreprises : climatomètre, études de faisabilité, diagnostics écoflux etc. Cela permet notamment d'accompagner les acteurs locaux vers des objectifs de réduction de carbone. L'économie circulaire a ensuite été abordée par la métropole qui a détaillé quelques procédés de valorisation tels qu'inscrits dans le schéma directeur du réemploi et de la réparation qui permet de structurer et d'inciter des changements notamment au sein des déchetteries. Une volonté locale d'agir en faveur de l'économie est perceptible dans les discours des participants et intervenants. L'entreprise Envie, spécialisée dans l'insertion professionnelle, l'économie circulaire et la création d'emplois locaux a participé à cette étape du Tour de France des ODD et a su rappeler l'importance du tri sélectif et du tri à la source pour espérer un meilleur effet de levier.

L'économie circulaire peut constituer un pilier majeur de la politique RSE d'une entreprise. Cette démarche concerne également des PME et TPE qui développent de plus en plus leur approche sur ces sujets. Durant l'Atelier du 2 avril, plusieurs témoignages de dirigeants d'entreprises ont illustré cette volonté. Ces dernières ont été mobilisées grâce à l'appui solide de nos partenaires, membres du comité de pilotage que sont la CCI et son réseau Ecobiz ainsi que la CPME Isère qui a pris grande part à l'organisation de cet événement. D'après Sylvain Boucherand, membre de la CCI de Grenoble : "La représentation du monde économique dans ce type de webinaire est essentielle car elle permet de soulever l'engagement de certaines entreprises locales". Les ODD sont des catalyseurs et ont un rôle majeur à jouer dans ce secteur économique pour faire changer les choses.

L'imprimerie familiale des deux ponts, située à Bresson en Isère, a été labellisée "imprim'vert" récemment pour son action en matière de RSE qui consiste par exemple à mettre en place des bentos végétariens livrés aux collaborateurs sur leurs postes de travail. Et cela dans un souci de bien être vis-à-vis des salariés et d'amélioration de l'impact environnemental de la société. Ainsi, chacun à son échelle et selon les enjeux qui lui semblent essentiels, agit et mobilise ses équipes. Dans certains cas, c'est sans le savoir qu'une démarche plus vertueuse de développement durable est engagée. Le Domaine de Saint-Jean de Chepy en est une illustration. En restructurant son parc, ils ont contribué à la renaturation du lieu en plantant un verger, en mettant en place des ruchers ou encore en faisant appel à des producteurs locaux. La promotion de produits de qualité s'avère être un véritable gage d'engagement durable.

Une évolution est ainsi notable ces dernières années avec des entreprises qui promeuvent de nouvelles valeurs et s'engagent plus concrètement. En effet, pour Laurence Capossele, cofondatrice et codirigeante de Cetup, les ODD représentent une opportunité de faire du business tourné vers l'humain et la planète. Elle rappelle également que cela ne joue pas qu'au niveau des dirigeants mais que l'action se répercute aussi par ricochet sur les équipes.

L'engouement autour de ces sujets s'est ressenti lors de ces deux demi-journées et cet atelier a recensé un grand nombre d'inscrits (environ 60 participants). Malgré ce constat optimiste, la déclinaison des ODD pour cette typologie d'entreprises reste encore très mitigée. Les PME et TPE ont toujours du mal à s'approprier ces sujets, il reste donc beaucoup à faire dans ce domaine où les actions menées ne sont pas suffisamment valorisées.

4) La démonstration de la mise en œuvre des ODD et autres référentiels au sein de politiques publiques locales

Lors de la phase de programmation de cette étape, une question est apparue : comment les organisations s'approprient-elles les ODD pour piloter ou évaluer leurs politiques publiques dans le cadre de la transition écologique des territoires ? Pour y apporter quelques réponses, il a été décidé de dédier un atelier aux ODD comme outil de pilotage. Celui-ci a été enrichi du témoignage de Madame Josiane Lei, maire d'Evian, qui a explicité comment sa ville a réussi à intégrer les ODD au cœur de sa stratégie municipale et quelles ont été les grandes phases à mettre en place. Cette stratégie s'est ainsi déclinée en trois temps :

- La réorganisation des services en lien avec les politiques en fonction des ODD avec la volonté de formaliser une RSO ;
- Le développement de partenariats pour transmettre et généraliser la démarche afin de se rapprocher d'un territoire d'excellence ;
- L'évaluation des actions pertinentes et nécessaires.

La ville d'Evian a ainsi mis en lumière la nécessité d'un leadership politique sur ces questions avec une vision transversale pour impulser une réelle mise en œuvre de la démarche. En suivant, Madame Pascale Fresso, présidente de l'Alliance Internationale pour les Objectifs de Développement Durable a explicité une méthode en 9 étapes pour définir, exécuter et évaluer des stratégies ODD au niveau local. Cette dernière considère les indicateurs donnés par les ODD comme source d'inspiration favorable pour la mise en œuvre de la démarche par les territoires. Effectivement, ils ont l'intérêt de permettre de comparer les bonnes pratiques grâce à des indicateurs communs. Toutefois des limites inévitables apparaissent comme le contexte actuel qui n'est pas propice à une quelconque refonte structurelle ni à une stratégie de long terme. Il est également possible de se heurter à une résistance face au changement dans certaines structures, c'est pourquoi il est nécessaire d'expliquer l'opportunité de faire évoluer les pratiques. Les ODD sont fastidieux à mettre en place et la démarche reste encore peu connue à ce jour. Pourtant ils irriguent les différentes stratégies et actions et ont l'avantage d'être transversaux. Ce qui n'est pas forcément le cas d'autres référentiels tels que les indicateurs de bien être développés par la métropole et l'université de Grenoble. En 2012, le projet iBEST (Indicateurs de Bien Être Soutenable et Territorialisé) a vu le jour avec une vision plus territoriale et moins universelle que les ODD et qui reste un indicateur social très fort.

Ainsi, il est primordial de responsabiliser tous les acteurs sur ces aspects afin qu'ils prennent en compte ces indicateurs dans leur champ d'action. Cela passe notamment par la promotion de ces derniers lors d'événements grand public comme ce fut cas lors du « forum pour le bien vivre ensemble » qui s'est tenu à Grenoble en juin 2018 avec pour ambition de repenser notre modèle de société en intégrant des indicateurs alternatifs et synonymes d'un autre progrès humain et environnemental. Ce « buen vivir » est pour certains pays hispaniques un moyen de réintégrer l'homme à la nature à laquelle il appartient. Pour ce courant de pensée, le bien-être n'est possible que lorsque toute la population vit paisiblement en harmonie. Cette notion de bien vivre a ainsi été introduite dans les Constitutions d'Equateur et de Bolivie et érigée au rang de grand principe juridique d'après l'association CCFD Terres Solidaires intervenue lors de l'événement.

Des questions persistent toutefois sur comment gérer les tensions entre les différentes dimensions de ces référentiels et comment coopérer face à des indicateurs si éloignés ?

En outre, cette table ronde a été riche et propice aux interactions entre les participants. Le chat était très actif et les questions portaient tant sur les origines des indicateurs de bien-être que sur le prétexte que représentent les ODD pour traiter des enjeux locaux.

A la suite de l'étape, les participants ayant répondu à l'enquête d'appréciation se sont déclarés satisfaits de l'événement et leur enthousiasme de poursuivre ou d'entreprendre des actions à l'issue de celui-ci s'est fait sentir. Pour la majorité, cette étape les a confortés sur l'importance majeure de la sensibilisation. Si bien que certains participants ambitionnent d'agir eux-mêmes auprès de citoyens, ou en interne au sein de leurs entreprises ou collectivités territoriales.

Les équipes du Comité 21 et l'ensemble des organisateurs remercient les intervenants mobilisés pour la tenue de l'événement ainsi que les nombreux participants à ces deux demi-journées.

